

Projet de programme de terminale en Sciences économiques et sociales : propositions d'allègements de l'APSES

Paris, le 17 juin 2019

Monsieur le Directeur général de l'enseignement scolaire, Madame la Présidente du Conseil supérieur des programmes, Messieurs les co-pilotes du groupe d'élaboration des projets de programmes de sciences économiques et sociales,

Suite aux propositions que nous vous avons envoyées la semaine passée, l'APSES, réunie en assemblée générale les 15 et 16 juin derniers, a organisé un groupe de travail consacré aux pistes d'allègement du projet de programme de terminale que vous avez récemment rendu public car la taille de ce dernier a été unanimement jugée excessive au regard du volume horaire imparti à son étude. Nous avons en particulier proposé la fusion de deux chapitres en économie (ceux consacrés aux crises financières et aux politiques conjoncturelles dans l'Union européenne) et deux chapitres en sociologie (ceux portant sur l'école et la mobilité sociale), ainsi qu'une série d'allègements au sein des chapitres existants.

Cette solution nous apparaît bien évidemment moins satisfaisante qu'une réécriture permettant de croiser les regards disciplinaires sur un même objet ainsi que de problématiser davantage les chapitres. Toutefois, elle aurait néanmoins l'intérêt de rendre ces programmes réalisables par les collègues et leurs élèves dans le temps imparti. Ces allègements nous semblent d'autant plus nécessaires que la réforme a déjà occasionné dans de nombreux lycées la perte de dédoublements en classe de Première, et que nous avons donc toutes les raisons de penser qu'il en sera de même en Terminale l'année prochaine. Or il faudra en outre former les élèves à la maîtrise de la méthodologie des épreuves de baccalauréat, des savoir-faire statistiques et à l'analyse de documents. De plus, un allègement conséquent nous semble la seule option viable afin de rendre possible le recours aux méthodes actives, qui permettent aux élèves de s'approprier les contenus et les méthodes indispensables à leur réussite.

Par ailleurs, nous tenons à vous rappeler notre position concernant la date de tenue des épreuves de baccalauréat. La seule proposition pédagogiquement cohérente de notre point de vue est d'organiser les épreuves du baccalauréat en fin d'année scolaire. Une solution consistant à organiser les épreuves au mois de mars en tirant pour ce faire au sort les chapitres qui seraient évaluables conduirait de fait à un appauvrissement considérable de la formation intellectuelle des élèves, et nous apparaît donc inconséquente.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général de l'enseignement scolaire, Madame la Présidente du Conseil supérieur des programmes et Messieurs les co-pilotes du groupe d'élaboration des projets de programmes de Sciences économiques et sociales, l'expression de notre plus sincère attachement au service public d'éducation,

Benoît Guyon et Solène Pichardie, co-présidents de l'APSES

Science économique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage (et amendements APSES)	Commentaires de l'APSES
<p>Quelles sont les sources et les défis limites de la croissance économique ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. - Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation. - Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété, les politiques éducatives et de R&D) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et innover ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice. Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus. - S'interroger sur l'opportunité et la soutenabilité d'une Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à qui-entraîne des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources et la pollution) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de mise en perspective historique du chapitre : la notion de croissance doit être rattachée au développement du capitalisme. À ce propos, il nous semble regrettable que le terme de « capitalisme » n'apparaisse jamais dans les programmes, néanmoins l'introduire nécessiterait des développements trop importants compte tenu du temps imparti. - Le chapitre ne demande pas s'il faut poursuivre la croissance ou quel type de croissance rechercher, questions pourtant essentielles. - Le concept de productivité globale des facteurs est trop ardu dès lors que la notion de productivité n'est dorénavant vue ni en seconde ni en première. - Ne mentionner explicitement comme seule institution influençant la croissance les droits de propriété est trop réducteur, notamment vis à vis du rôle des pouvoirs publics. - De même, il nous paraît problématique de mentionner le fait que le progrès technique serait à lui seul une source d'inégalités alors que ces effets dépendent en fait avant tout du cadre institutionnel dans lequel ils s'inscrivent. - La mention de l'innovation comme solution pour reculer les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance est problématique. D'une part elle induit un possible biais théorique, et d'autre part elle empiète sur le chapitre de regard croisé sur l'environnement qui mentionne explicitement les "subventions à l'innovation

		<p>verte”.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mention des limites écologiques de la croissance à la fois dans le premier chapitre de « science économique » et le dernier chapitre de « regards croisés » montre d’ailleurs l’incohérence de la structuration du programme par cloisonnement disciplinaire. Ces deux chapitres gagneraient ainsi à se succéder au sein d’un thème “Croissance et environnement”, davantage porteur de sens. - Il nous aurait semblé pertinent de mentionner également d’autres limites de la croissance (sociales et économiques) mais le volume déjà conséquent des programmes nous incite à nous en tenir à la seule dimension écologique.
<p>Quels sont les fondements du Faut-il favoriser le commerce international et de l’internationalisation de la production ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d’un pays, c’est-à-dire son aptitude à exporter. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le titre du chapitre gagnerait à être formulé sous forme de sujet-débat. - Il nous aurait semblé pertinent d’aborder le chapitre par une mise en perspective historique de la libéralisation des échanges internationaux mais cela semble inenvisageable face au volume horaire imparti. - Quelques allègements sont nécessaires pour que le programme soit traitable. Il n’est par exemple pas nécessaire de faire référence deux fois à l’internationalisation de la chaîne de valeur. - Ce chapitre ne mentionne qu’un seul effet négatif au commerce international : il creuse les inégalités dans les pays. Mais il occulte son impact sur la nature et le vivant, sur les normes sociales et environnementales, sur le dumping et

	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que les stratégies des firmes jouent un rôle central dans l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer. - Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; Comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme : effets sur les prix, sur les inégalités entre et au sein des pays, sur les normes sociales et environnementales, concurrence fiscale. 	<p>l'évasion fiscale, par exemple.</p>
<p>Comment lutter contre le chômage ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. - Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel. - Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi). - Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage 	<ul style="list-style-type: none"> - Une formulation du chapitre tout à fait adéquate. - L'introduction d'une réflexion sur la mesure du chômage et du sous-emploi est une bonne chose. - Le chapitre propose un traitement déséquilibré au profit du chômage structurel, en passant sous silence les politiques de réduction du temps de travail. - L'absence de référence à des auteurs ou courants théoriques (néoclassiques, keynésiens...) est ici très dommageable. - Le terme de "rigidités du marché du travail" est trop normatif, et non nécessaire au traitement du

	<p>conjoncturel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation, politiques de réduction du temps de travail pour lutter contre les rigidités du marché du travail. 	<p>programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans un souci d'allègement, il nous semble préférable de se limiter à deux enjeux : montrer le flou des contours du chômage et présenter les principales politiques destinées à l'enrayer, sachant que chacune en cible une cause spécifique. - Plus largement, une structuration du programme par objet plutôt apparaît ici largement préférable à une structuration par cloisonnement disciplinaire. Un thème "travail, emploi, chômage" permettrait de se faire succéder les chapitres "Comment lutter contre le chômage ?" et "Quelles mutations du travail et de l'emploi ?" avec bien plus de cohérence.
<p>Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?</p> <p>Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?</p> <p>Quelles politiques conjoncturelles face aux crises financières dans le cadre de l'intégration européenne ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage). - Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (rôle des inégalités et de la croissance de l'endettement, comportements mimétiques et prophéties auto réalisatrices). - - Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne. - Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit. - Connaître les principaux instruments de 	<ul style="list-style-type: none"> - L'introduction d'un chapitre dédié aux crises financières est une avancée incontestable. - Afin d'alléger la charge du programme sans sacrifier ses objectifs, celui-ci pourrait néanmoins être fusionné avec le chapitre consacré aux politiques conjoncturelles dans l'Union européenne, ce qui permettrait en outre de renforcer l'intérêt de ce chapitre. - Afin d'alléger les programmes, il nous semble également préférable de nous concentrer sur la crise de 2008, celle des années 1930 étant par ailleurs déjà étudiée en histoire. - Si les effets d'une crise financière sur l'économie réelle sont abordés, ce n'est pas le cas de la relation inverse, ce qui aboutit à négliger le rôle des inégalités dans la formation des crises

	<p>régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale, ratio de solvabilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro, absence d'harmonisation sociale et fiscale) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance. Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. - Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture. - Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques). 	<p>financières. Afin de limiter la lourdeur du programme, nous ne proposons toutefois pas de rajouter ces éléments.</p>
<p>Sociologie et science politique</p>		
<p>Questionnements</p>	<p>Objectifs d'apprentissage</p>	<p>Analyse et propositions de l'APSES</p>
<p>Comment est structurée la société française actuelle ? Peut-on parler de la fin des classes sociales aujourd'hui en</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence). 	<ul style="list-style-type: none"> - Chapitre qui aborde une thématique intéressante. La référence à deux auteurs classiques est particulièrement pertinente (mais en creux interroge sur l'absence d'auteurs dans les autres chapitres du programme).

<p>France ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois). - Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, (articulation avec les rapports sociaux de genre), identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le contenu du dernier item devrait permettre de donner un titre davantage problématisé au chapitre. - Dans une optique d'allègement, il convient de limiter l'étude des facteurs de hiérarchisation de l'espace social. - Ce chapitre pose cependant un problème important d'articulation avec le regard croisé sur les inégalités et la justice sociale : comment s'interroger sur la structure sociale alors même que n'auront pas été vus l'évolution des inégalités économiques, le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales, et les instruments de mesure des inégalités économiques ? Ce point révèle à nouveau que la structuration du programme par cloisonnement disciplinaire n'est pas pertinente et qu'il est préférable d'adopter une structuration thématique. Par exemple, un thème "inégalités et justice sociale" aurait permis de se faire succéder les chapitres "Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?" et "Peut-on parler de la fin des classes sociales aujourd'hui en France ?" de manière bien plus cohérente.
<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p>Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?</p> <p>Quels sont les</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle). - Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Nous proposons également de fusionner ces deux chapitres qui nous paraissent traiter d'un seul et même questionnement sur la mobilité sociale et ses facteurs, dont l'école constitue un élément majeur mais indissociable d'autres.

<p>caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?</p> <p>Dans quelle mesure l'école favorise-t-elle la mobilité sociale ?</p>	<p>sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide. - À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes. - Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale. - Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'école transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation. - Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'école, du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le 	
---	--	--

	genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation.	
<p>Quelles mutations du travail et de l'emploi ?</p> <p>Quels sont les effets des mutations de l'emploi et de l'organisation du travail ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité. — Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches).— - Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail. - Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois. - Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chapitre particulièrement intéressant, avec l'introduction ou la réintroduction de problématiques vraiment pertinentes (effets du numérique sur l'emploi, organisation du travail notamment). — Le chapitre est cependant très dense. Nous proposons donc plusieurs allègements.
Comment expliquer	- Comprendre que l'engagement politique prend	- Chapitre pertinent, mais qui est le seul à

<p>l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?</p>	<p>des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques, référence à des valeurs, phénomènes d'identification ou de loyauté, socialisation). Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). - Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail et hors travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires. 	<p>dimension science politique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les explications listées de l'engagement se restreignent à une vision utilitariste. Le calcul coût-avantage semble la seule explication de l'engagement des individus, occultant le fait que les individus peuvent s'engager pour des valeurs ou pour transformer le monde, et/ou du fait de leurs socialisations initiales. - Dans une optique d'allègement, la question de la transformation des objets de l'action collective, de leurs acteurs et de leurs répertoires pourrait être supprimée, d'autant qu'elle induit une lecture évolutionniste (passage des conflits du travail aux nouveaux mouvements sociaux) très largement contestée par les recherches récentes dans ce domaine.
<p>Regards croisés</p>		
<p>Questionnements</p>	<p>Objectifs d'apprentissage</p>	<p>Analyse et propositions de l'APSES</p>
<p>Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?</p> <p>Les inégalités sont-elles compatibles avec la justice sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif. - Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, 	<ul style="list-style-type: none"> - Chapitre qui permet d'étudier de véritables enjeux de société, mais qui pose un problème d'articulation avec le chapitre de sociologie sur la structure sociale (cf. remarques ci-avant). - La formulation du chapitre est cependant particulièrement problématique et doit absolument être reformulée sous forme de sujet-débat. - Dans une optique d'allègement, il ne paraît pas

	<p>courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict). - Comprendre que l'importance de l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations). - Comprendre aussi qu'elle s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes de financement, d'efficacité (réduction des inégalités) et de légitimité. (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations). 	<p>nécessaire d'entrer dans le détail de la mesure de la corrélation de revenu parents-enfants ou du coefficient de Gini (d'autant qu'une fraction non négligeable d'élèves ne ferait plus de mathématiques depuis la seconde), ni d'entrer dans le détail des théories de la justice sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formulation du dernier item semble ne mettre en avant que les limites de l'intervention des pouvoirs publics.
<p>Quelle action publique pour l'environnement ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, 	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude de l'environnement au sein d'un chapitre dédié et sous un angle pluridisciplinaire et

	<p>mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.</p> <ul style="list-style-type: none">- Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale).- En prenant l'exemple du changement climatique :<ul style="list-style-type: none">● connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ;● comprendre que chacun de ces instruments présente des avantages et des limites.● comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.	<p>pluraliste est une avancée.</p> <ul style="list-style-type: none">- Ce chapitre pose toutefois un problème d'articulation avec celui sur les sources et défis de la croissance (cf. commentaires ci-avant).
--	---	--